

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOP AGRIC D'ESTERNAY

RUE DE CHATHAM
BP 7
51310 Esternay

Références : D2 i 2026 343
Code AIOT : 0005701527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement COOP AGRIC D'ESTERNAY implanté 7 rue de Chatham 51310 Esternay. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de récolement réalisée à la suite de la visite « action collective régionale silo » du 16/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOP AGRIC D'ESTERNAY
- 7 rue de Chatham 51310 Esternay
- Code AIOT : 0005701527

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise une activité de stockage en vrac de céréales et de grains en silos. Compte tenu des capacités de stockage du site, celui-ci relève du régime de l'autorisation environnementale pour la rubrique 2160 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/02/2024, article 2	/	Sans objet
2	Stockage d'engrais	Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.3.14	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La maîtrise des installations est globalement satisfaisante.

Les principales non-conformités relevées lors de la précédente inspection ont été corrigées :

- la résolution des non-conformités signalées dans les contrôles réglementaires périodiques (électricité et foudre) fait désormais l'objet d'un suivi précis,
- le nettoyage des silos est effectué conformément aux consignes définies dans la procédure de nettoyage du site.

Des précisions restent toutefois attendues concernant :

- le suivi des formations du personnel à la formation "risque silo",
- la capacité des poteaux incendie en cas d'utilisation en simultanée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Seuils ICPE
Prescription contrôlée : Tableau de la nomenclature
Constats : Les capacités de stockage en silos constatées lors de la visite sont conformes aux quantités autorisées. L'exploitant indique que le silo n°1 et que le séchoir annexe ne sont plus exploités. L'Inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2011, article 7.3.14
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. [...]
Constats :

L'exploitant a présenté à l'Inspection un état des stocks d'engrais solides et liquides, édité informatiquement, accompagné d'un plan général des stockages.

L'état des stocks est suivi quotidiennement.

Le plan représente 9 cases de stockage d'engrais solides ainsi que 6 cuves d'engrais liquides. Il précise pour chaque zone de stockage, la nature des produits, et les quantités stockées.

Par sondage, l'Inspection a constaté :

- la conformité des quantités stockées au regard des seuils autorisés,
- la cohérence entre l'état des stocks et le plan général des stockages,
- la cohérence entre ces documents et les observations réalisées sur le terrain, notamment concernant les engrais présents dans les 9 cases de stockage.

L'Inspection constate toutefois l'absence de date sur le plan général des stockages. L'exploitant devra veiller à dater ce document à l'avenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure interne de nettoyage des poussières, mise à jour en 2024 suite à la dernière visite d'Inspection.

Les fiches de suivi des opérations de nettoyage ont été présentées à l'Inspection.

Par sondage, l'Inspection a constaté la cohérence entre la procédure de nettoyage et les fiches de suivi des opérations de nettoyage.

Lors de la visite, les silos 2, 3, 5 et 8 ont été inspectés. Ces installations sont propres, sans accumulation de poussières.

Ce point n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations foudre et électrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de vérification périodique suivants :

- rapport de vérification foudre daté du 26 novembre 2025,
- rapport de vérification électrique Q18 daté du 8 décembre 2025,
- rapport de vérification électrique Q19 daté du 10 février 2026.

Le rapport de vérification foudre fait état de non-conformités. L'exploitant indique avoir engagé leur traitement. Un devis daté et signé du 15 avril 2026 relatif à la mise en conformité du site a été transmis à l'Inspection.

Concernant les rapports de vérification électrique, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur plusieurs non-conformités déjà signalées par l'organisme de contrôle les années précédentes. L'exploitant indique que plusieurs non-conformités ont été levées et que les autres sont en cours de résolution. L'Inspection a demandé à consulter par sondage des justificatifs de commandes des équipements, lesquels ont été présentés.

Les écarts identifiés dans les différents rapports font l'objet d'un suivi de l'exploitant. Un plan d'actions, comprenant des échéances et une priorisation des actions correctives est mis en œuvre.

Ce point n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du bon état et de la disponibilité des moyens incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024

Prescription contrôlée :

Article 11 de l'Arrêté Ministériel du 29/03/2004

[...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques

Article 7.5.3 de l'Arrêté Préfectoral du 24/06/2011

L'exploitant dispose à minima:

[...] Pour l'ancien site (regroupant l'ensemble des installations hormis le silo 8), de deux poteaux à incendie présent à l'entrée du sure avec un débit simultané de 183 m³/h. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments suivants :

- rapport de contrôle des colonnes sèches daté du 12 décembre 2025,
- attestation de conformité des poteaux incendie daté du 18 juin 2025,
- rapport de contrôle des extincteurs daté du 26 mars 2026.

Colonnes sèches :

Le site dispose de 3 colonnes sèches, situées au niveau des silos n°2, 5 et 8. Le rapport de contrôle met en évidence l'absence d'anti-bélier sur la colonne sèche du silo 2. L'exploitant indique avoir prévu sa mise en conformité.

Poteaux incendie :

Le site est desservi par 2 poteaux incendie communaux. Le rapport d'essai des poteaux incendie fait état de débits respectifs de 69 m³/h et 68 m³/h, en fonctionnement séparé. Les poteaux n'ont pas été testés en simultané. L'exploitant indique avoir sollicité la commune afin de réaliser un essai en simultané. La réalisation de cet essai est envisagée courant septembre.

Sous réserve de confirmation par un essai en simultané, les éléments transmis mettent en évidence une capacité insuffisante en l'état, le débit étant inférieur aux 183 m³/h prévus dans l'arrêté préfectoral du site.

Extincteurs :

Le rapport de contrôle des extincteurs a été présenté à l'Inspection. L'exploitant indique que le contrôle des extincteurs, les opérations de maintenance et de remplacement, sont réalisés par un même prestataire. Le contrôle des extincteurs par le prestataire a été vérifié par sondage, aucune non conformité n'a été constatée.

Par ailleurs, l'exploitant indique à l'Inspection avoir organisé en mai 2025 une visite des silos et du séchoir pour les équipes du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'attestation de visite correspondante a été transmise à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'Inspection :

- sous 2 mois, le justificatif de mise en conformité de la colonne sèche du silo 2,
- sous 6 mois, le rapport de contrôle des poteaux incendie testés en simultané, ainsi que les justificatifs permettant de s'assurer que les débits nécessaires à la couverture des besoins en eau du site en cas d'incendie sont atteints.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Formation
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de formation. Le document présenté précise les dates de réalisation et de renouvellement des formations ainsi que leur durée de validité.

Par sondage, l'Inspection constate que les formations et recyclages sont à jour pour les personnels figurant dans le plan de formation.

Toutefois, l'Inspection constate que la formation relative aux risques liés au stockage de grains ne semble pas avoir été réalisée par l'ensemble des agents. Le plan mentionne uniquement cinq personnes formées en 2024. Certains personnels assurant des fonctions opérationnelles, et notamment de maintenance, sur les installations de stockage ne figurent pas parmi les personnes formées, et aucun échéancier de formation les concernant n'a été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, transmettre à l'Inspection un plan de formation complété précisant, pour chaque agent, les justificatifs de formation au risque silo. Le cas échéant, fournir un échéancier de formation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 1 mois
